



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité départementale  
du Havre**  
Équipe raffinage pétrochimie

Le Havre, le 25 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ExxonMobil Chemical France**  
Route de Port-Jérôme (RD 173)  
76170 LILLEBONNE

Références : 20220712-VI-EMCF-LPP-Eau&GPI

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement ExxonMobil Chemical France implanté route de Port-Jérôme (RD 173) 76170 LILLEBONNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ExxonMobil Chemical France
- route de Port-Jérôme (RD 173) 76170 LILLEBONNE
- Code AIOT dans GUN : 0005800496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seuil Bas
- Activité principale : Production de polymères

La société ExxonMobil Chemical France (EMCF) exploite une unité de production de polypropylène sur la commune de Lillebonne.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Effluents aqueux et respect des valeurs limites d'émission
- Granulés de plastiques industriels

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Présence de GPI sur le sol	Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 2.1.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Respect des valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 4.3.7	/	Sans objet
Procédures préventives aux dispersions de GPI	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D541-362	/	Sans objet
Plan des réseaux d'effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 4.2.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'unique dépassement de valeurs limites d'émission observé entre juin 2021 et juin 2022 respecte les critères d'admissibilité définis à l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998.

L'exploitant a mis en place l'ensemble des procédures attendues pour empêcher la dissémination de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement. L'inspection n'a relevé aucun amas de GPI sur les zones d'exploitation contrôlées par sondage.

En revanche, un amas important de GPI a été observé sur une zone sans activité. L'exploitant fournira sous 1 mois son plan d'actions pour le nettoyage de cette zone. Il n'est pas proposé de suites étant donné le faible risque de dispersion dans l'environnement.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Respect des valeurs limites d'émission****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 4.3.7**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission (VLE)**Prescription contrôlée :**Article 4.3.7 de l'AP du 04/04/2011 modifié :

Les paramètres et la fréquence de l'autosurveillance des eaux industrielles sont répertoriés dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	Fréquence	Limite de concentration journalière (mg/L)	Flux maximum journalier (kg/j)
MES	Journalière	35	70
DCO	Journalière	125	250
DBO5	Bi mensuelle	30	60
HC	Bi mensuelle	5	10
N global	Trimestrielle	15	30
P total	Trimestrielle	2*	4
Zn	Bi mensuelle	2	4
Al + Fe	Trimestrielle	5	10
AOX	Mensuelle	5	10
Ti	Uniquement lors des contrôles inopinés	5	10

III de l'article 21 de l'AM du 02/02/1998 modifié :

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

**Constats :** Un seul dépassement de VLE a été observé entre juin 2021 et juin 2022. Il s'agit d'un dépassement intervenu le 15 juin 2022 sur le paramètre matières en suspension (MES), mesuré à 65 mg/l au lieu des 35 mg/l autorisés. La valeur mesurée n'est pas supérieure au double de la VLE et la fréquence de mesure étant journalière, moins de 10 % des résultats du mois de juin 2022 dépassent la VLE. Les critères de l'article 21 susvisé sont donc respectés. Il est à noter que le flux journalier de MES mesuré ce jour-là (35 kg/j) est resté en deçà du flux journalier maximal autorisé (70 kg/j).

L'exploitant a déclaré que le dépassement était dû à un envoi, vers les égouts rejoignant les réseaux d'effluents, d'eau chargée de terre, pompée dans une fouille réalisée pour trouver l'origine d'une fuite sur un circuit d'eau. Afin d'éviter un dépassement, les effluents avaient été détournés préventivement vers le bassin anti-pollution. Cependant, à la fin des travaux, l'aspect de l'eau paraissant correct, les pompes de relevage vers le ruisseau du Commerce ont été remises en service. Lorsque la valeur de MES reportée en continu en salle de contrôle a dépassé la VLE, les opérateurs n'ont pas détourné le rejet car ils n'étaient pas assurés de la fiabilité de la mesure du turbidimètre, ce dernier ayant été réceptionné le jour-même.

L'exploitant a déclaré que dorénavant, la fiabilité de la mesure du turbidimètre étant assurée et connue des opérateurs, si la valeur de concentration en MES reportée en salle de contrôle augmente au-delà de la VLE, les effluents seront systématiquement détournés vers le bassin anti-pollution de manière à ne pas risquer un rejet non conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D541-362
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Granulés de plastiques industriels
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.</p> <p>Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</li> <li>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</li> <li>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</li> <li>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</li> <li>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</li> <li>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</li> <li>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures.</li> </ul> <p>Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p><b>Constats :</b> a) Les zones à risque de déversement de GPI observées par sondage sur le terrain sont bien repérées sur le plan transmis par l'exploitant</p> <p>b) La procédure présentée exige que le sous-traitant en charge des opérations de conditionnement et de stockage réalise un contrôle de la soudure des sacs de stockage de GPI et de la tension de la housse autour de la palette toutes les 10 palettes et à chaque changement de conditionnement. L'exploitant a déclaré que le sous-traitant réalise également des audits internes réguliers consistant à vérifier l'absence de sacs percés, de housses lâches et de GPI sur le sol. Ces audits font l'objet de commentaires et de plans d'actions si nécessaire. Une fois par mois, l'exploitant réalise également un audit des zones de travail du sous-traitant. L'exploitant a également présenté la procédure de chargement des camions, imposant au sous-traitant de vérifier et de certifier à chaque chargement que les housses des palettes sont propres et non déchirées, que les palettes ne sont pas cassées, que les sacs ne sont pas percés, que la remorque est propre et que son plancher est en bon état, et qu'il n'y a pas de GPI au sol. Enfin, l'exploitant a déclaré que lors du choix de la technologie de sacs, des tests de lâchés de sacs et de virages violents de camions ont été réalisés. Ces tests seront à nouveau réalisés lors des éventuels changements de technologie des sacs.</p> <p>c) La procédure présentée indique que tout déversement de GPI doit être signalé et nettoyé immédiatement. Un prestataire dédié au ramassage des GPI est présent en permanence sur le site. L'exploitant a présenté les outils à disposition des opérateurs pour le ramassage : pelles et balayettes, balayeuses électriques, souffleurs, aspirateurs. Les GPI ramassés sont si possible revendus, sinon évacués en tant que déchets.</p> <p>d) L'exploitant dispose de fosses de rétention permettant de confiner avant rejet au milieu naturel les GPI disséminés dans les égouts. Il a déclaré qu'un contrôle visuel et, si nécessaire, un écrémage (pompage en surface), sont réalisés hebdomadairement sur l'ensemble des fosses du site susceptibles de contenir des GPI. Lors de la visite, l'inspection a pu observer cette opération sur l'une des fosses. L'exploitant a également déclaré réaliser un nettoyage complet des fosses à une fréquence adaptée selon le retour d'expérience. Il a présenté le fichier de suivi des nettoyages contenant notamment des photographies avant/après nettoyage.</p> <p>e) L'exploitant dispose de paniers filtrants sur certains regards d'égouts du réseau d'eaux pluviales</p>

<p>de zones de stockage extérieures, repérés sur le plan des réseaux. Le sous-traitant en charge de la zone dispose d'un fichier de suivi de la masse ramassée mensuellement dans les paniers. Ces dernières années, les quantités ramassées ont constamment diminué, passant de 42 kg en 2019 à 13,5 kg en 2021. Lors de la visite, les paniers filtrants contrôlés par sondage ne contenaient pas de GPI. L'exploitant a indiqué avoir pour projet la mise en place de paniers filtrants sur d'autres zones du site.</p> <p>f) L'exploitant a présenté le support de la formation dispensée annuellement au sous-traitant en charge du conditionnement et du stockage des GPI. Le personnel EMCF reçoit également une formation annuelle suivie d'un questionnaire auquel les opérateurs doivent répondre correctement pour valider la formation.</p> <p>g) L'exploitant a présenté la synthèse du premier contrôle interne des procédures réalisé au premier semestre 2022. Le comité de suivi mis en place comprend les équipes logistique et process du site EMCF de Lillebonne mais aussi celles du site EMCF de Port-Jérôme-sur-Seine et le groupe environnement, de manière à comparer les pratiques entre les différents intervenants.</p> <p>Les éléments contrôlés par sondage répondent aux dispositions de l'article D541-362 susvisé.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

#### Nom du point de contrôle : Plan des réseaux d'effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau d'effluents aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> <p>Ces plans sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p><b>Constats :</b> Suite à l'inspection du 06/07/2021 et à la demande de l'inspection, l'exploitant a complété son plan des réseaux en ajoutant notamment les dispositifs de récupération de granulés de plastiques industriels (GPI) (paniers filtrants) présents sur certains regards du réseau d'eaux pluviales des zones de stockage extérieures.</p> <p>Les points de rejet au milieu naturel observés sur le terrain figurent bien sur le plan. Ils sont toutefois représentés de manière peu explicite et le milieu récepteur (creux porteur, ruisseau du Commerce, fossé, etc) n'est pas toujours clair.</p> <p><b>Observations :</b> Afin de faciliter la lecture du plan et la prise en compte par ses utilisateurs des enjeux liés aux milieux récepteurs, il conviendrait de repérer spécifiquement les points de rejet au milieu naturel et de préciser la nature du milieu récepteur.</p> <p>Les futurs dispositifs de récupération de GPI évoqués par l'exploitant devront également être ajoutés au plan lorsqu'ils seront mis en place.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**Nom du point de contrôle : Présence de GPI sur le sol**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dissémination de matières dans l'environnement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] 3. prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
<b>Constats :</b> Un amas important de GPI a été observé sur une zone d'environ 15 m par 15 m située à l'ouest de la zone de palettisation/ensachage de l'entrepôt 2. Au vu de l'étendue de la zone concernée, l'origine de cet amas de GPI semble ancienne. L'exploitant a déclaré que cette zone n'est pas une zone d'exploitation et était occupée depuis une dizaine d'années par des échafaudages qui n'ont été retirés que quelques jours avant la visite, ce qui expliquerait qu'un amas de GPI d'une telle ampleur n'ait pas été identifié. L'inspection note que cette zone est située à proximité immédiate d'un fossé de rejet d'eaux pluviales du site, mais qu'un talus sépare la zone polluée de ce fossé, empêchant les GPI de rejoindre le milieu naturel en cas de pluie. L'inspection a d'ailleurs constaté l'absence de GPI dans le fossé. <b>L'exploitant fournira sous 1 mois son plan d'actions pour le nettoyage de la zone d'amas de GPI.</b> Au vu du faible risque de dissémination dans le milieu naturel, l'inspection ne propose pas de suites à ce stade.  Aucun amas de GPI n'a été observé sur le sol au niveau des zones extérieures de stockage et de chargement/déchargement contrôlées par sondage, notamment au niveau des deux zones où des amas de GPI avaient été observées lors de la visite du 06/07/2021 : - face aux silos R50/51/60/61 situés au nord-est de l'entrepôt 3 ; - au pied de bennes déchets plastiques ATS et sur le côté ouest de la voirie attenante, face au local incendie.  L'exploitant a déclaré avoir pour projet la réfection de la pente du sol dans la zone voisine des bennes de déchets ATS, de manière à s'assurer que d'éventuels GPI déversés ne puissent pas atteindre le regard du réseau d'eaux pluviales relié directement au Commerce situé de l'autre côté de la route. Il a également pour projet le remplacement du fossé situé au sud de la zone de stockage U par une fosse bétonnée permettant la réalisation d'un écrémage au même titre que les fosses déjà présentes sur le site. Est également à l'étude la mise en place d'un système de collecte des GPI par grilles verticales autour des zones de stockage P et Q, non dotées d'un réseau d'eaux pluviales.  Aucun amas anormal de GPI n'a été observé dans les trois fosses contrôlées par sondage, situées respectivement à proximité du poste de garde, au nord de l'atelier de granulation MPP et à proximité du point de rejet principal. Aucun amas de GPI n'a été observé au niveau des points de rejet au milieu naturel associés aux deux premières fosses.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites